



Réparation d'une clôture dans le secteur de Quimili. Ici, très peu de paysans possèdent des titres de propriété. En Argentine, une loi prévoit qu'une terre appartient à celui qui l'exploite depuis plus de vingt ans de manière pacifique et ininterrompue.

ALU BURAT/ANP

► Dans cette province pauvre de l'Argentine, de gros propriétaires tentent de chasser les familles qui vivent de leurs terres pour y planter un nouvel or noir : le soja transgénique

## Les paysans de Santiago del Estero défendent leurs terres

### REPÈRES

#### UNE DES PROVINCES LES PLUS PAUVRES

■ **Santiago del Estero**, à 1 200 kilomètres au nord-ouest de Buenos Aires, est une des provinces les plus étendues (136 000 km<sup>2</sup>) et les moins peuplées (six habitants au kilomètre carré) du pays. Mais également une des plus pauvres d'Argentine : 60 % de la population y vit sous le seuil de pauvreté et près de 35 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition.

#### LE MOVIMIENTO DE CAMPESINOS

■ Ce mouvement est né en 1989 et représente dans la province quelque 10 000 familles aujourd'hui. Depuis quelques années, il s'est divisé. D'un côté, le Mocase Quimili, dont le mode de lutte est plus frontal et conflictuel, est en relation avec d'autres organisations paysannes comme les sans-terre (MST) du Brésil. Il fait partie du mouvement international altermondialiste Via Campesina et reçoit des subventions de l'Université polytechnique de Catalogne, du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et de l'Union européenne. De l'autre, le Mocase Juries, moins connu mais aussi actif, dialogue plus facilement avec les autorités mais ne reçoit aucune subvention.

#### SANTIAGO DEL ESTERO

Correspondance spéciale

Le visage de Rosalia semble avoir été buriné par le sable et le vent. Elle raconte son histoire avec un rien de préoccupation dans la voix lorsqu'elle pense à son mari et à ses enfants qui sont restés là-bas, chez eux, à la merci des deux gardes armés qui les harcèlent nuit et jour. « *Je ne veux pas que nous ayons à nous armer à notre tour. Je ne veux pas avoir à utiliser la violence. Mais il va bien falloir faire quelque chose* », explique-t-elle lors d'une assemblée paysanne.

Depuis quarante-sept ans, Rosalia Bernardo vit sur la terre de ses ancêtres, à Quimilij (« rempli d'épines », en quechua), à 130 km de la capitale de la province de Santiago del Estero. Elle y est née, et ses parents avant elle. Une terre aride mais généreuse, sur laquelle poussent cactus, quebrachos et caroubiers centenaires. Comme beaucoup de paysans, Rosalia, son mari et leurs huit enfants vivent de leurs chèvres, qui broutent librement sur leurs 120 hectares et sur les terres de leurs voisins, d'une agriculture de subsistance et de ce que la forêt peut leur offrir : des fruits, des plantes médicinales, du miel.

Mais aujourd'hui, Rosalia et quatre autres familles doivent se battre tous les jours contre un riche entrepreneur de la province de Cordoba qui prétend avoir acheté leurs 400 hectares. La police est venue les déloger, a mis le feu aux semences. Les

familles ont résisté. Une des filles de Rosalia a été violée et étranglée l'an dernier. Une tragédie liée, selon elle, au conflit de la terre. Depuis lors, deux gardes de sécurité privée armés les harcèlent, les empêchant parfois d'avoir accès à leur puits, n'hésitant pas à frapper un adolescent de 16 ans qui allait chercher de l'eau. « *Nous vivons un véritable enfer*, se lamente Rosalia. *Nous nous sommes plaints à la police, mais les autorités ne font rien car nous n'avons pas de titre de propriété.* »

Son cas n'est pas isolé : à Santiago del Estero, 300 000 hectares

**« Retranchés sur de minuscules parcelles de terrain, les paysans ne peuvent plus subsister et beaucoup quittent la campagne, venant grossir les bidonvilles »**

sont disputés par les paysans qui y vivent depuis des décennies, voire des siècles, et de gros propriétaires d'autres provinces ou d'autres pays qui cherchent de nouvelles terres pour y cultiver du soja. Depuis le milieu des années 1990 en effet, la frontière agricole ne cesse d'être repoussée par les agriculteurs qui voient dans le soja, et particulièrement le soja transgénique, le nouvel or noir du XXI<sup>e</sup> siècle : une plante qui né-

cessite peu d'eau, d'entretien et de main-d'œuvre et dont le prix de vente a vertigineusement grimpé ces derniers mois. Mais comme les terres de la pampa sont toutes exploitées, ils se rabattent sur les terres plus arides du Nord, déboisant massivement.

Or, très peu de paysans possèdent des titres de propriété. En Argentine, une loi prévoit qu'une terre appartient à celui qui l'exploite depuis plus de vingt ans de manière pacifique et ininterrompue. « *Les droits de possession sont inscrits dans le code civil* », soutient Leticia Bravo, avocate du Mouvement des paysans de Santiago del Estero (Mocase), qui est né au début des années 1990 pour faire face à ce problème et réunit à présent environ 10 000 familles.

L'incertitude est d'autant plus grande pour les paysans que Santiago del Estero est une des provinces les plus corrompues du pays. Dirigée pendant cinquante ans, directement ou en sous-main, par un vieux caudillo péroniste de 87 ans, Carlos « Tata » Juarez, et son épouse, Mercedes « Nina » Aragonés, aujourd'hui tous deux derrière les barreaux, la province a fini par être mise sous tutelle de l'État en mai dernier. Le pouvoir du couple était fondé sur un réseau d'espionnage des opposants et une corruption tous azimuts qui ont permis à de nombreux entrepreneurs d'obtenir des titres de propriété sur des terres fiscales ou appartenant, de droit, aux paysans qui les exploitent.

« *Nous vivons ici une situation de grave insécurité juridique*, dénonce le P. Sergio Lamberti, de la

Pastorale sociale. *La justice, avant la mise sous tutelle, dépendait du régime des Juarez et du pouvoir économique des entrepreneurs qui corrompaient juges, policiers, notaires et fonctionnaires du cadastre* », lequel n'est pas actualisé depuis soixante-dix ans.

Le schéma est toujours le même : dans un premier temps, le soi-disant nouveau propriétaire se présente devant les paysans vivant sur « ses » terres et parfois, leur propose un accord. Souvent, un peu d'argent ou la promesse d'un travail, pour 10 pesos (2,7 €) la journée, en échange de ne leur laisser qu'une dizaine d'hectares. Mais la plupart du temps, il les menace de les expulser par la force. Souvent, la police les accompagne. Le Mocase dénonce qu'entre 2000 et 2003, 38 paysans ont ainsi été détenus de manière illégale. Puis, le « propriétaire » tente de marquer le territoire en clôturant le terrain avec des barbelés, détruisant puits, maisons, champs, forêts, le tout à coups de bulldozers ou en y mettant le feu.

« *Le but : faire disparaître toute preuve que ces paysans occupent ces terres depuis plus de vingt ans* », explique Fernando Rinaldi, secrétaire aux droits de la personne des autorités de tutelle de la province, et qui prépare un rapport détaillé sur la situation. Enfin, vient le moment de la tentative de délogement, souvent avec un ordre d'expulsion d'un juge.

### La résistance s'organise

« *Retranchés sur de minuscules parcelles de terrain, les paysans ne peuvent plus subsister et beaucoup quittent la campagne, venant grossir les bidonvilles* », regrette Silvia Borsellino, de l'ONG Promotion des femmes rurales (Promedur). Cette dernière décennie, 5 % de la population de la province a émigré vers les villes. Mais depuis une quinzaine d'années, les paysans, qui se sont organisés au sein du Mocase ou d'autres organisations comme la Mesa de Tierra du département de Figueroa, ont pris les choses en main et résistent aux envahisseurs, n'hésitant pas à se placer entre leur propriété et les bulldozers.

« *Les tentatives d'expulsions continuent, mais depuis la mise sous tutelle de la province, les paysans sont désormais considérés comme des sujets de droit, alors qu'ils étaient niés sous Juarez*, explique Fernando Rinaldi. *Ce que nous voulons, c'est créer un fonds de crédit afin que les paysans puissent obtenir leur titre de propriété en bonne et due forme, ce qui leur est actuellement impossible car le processus légal est hors de prix.* » Car nul doute que les terres appartiennent bel et bien aux petits paysans qui les exploitent.

« *Ceci n'est pas un problème légal : c'est un problème de volonté politique*, résume l'avocate du Mocase. *Aucun entrepreneur achetant d'un coup 20 000 hectares de terres n'est de bonne foi quand il dit qu'il ignorait que des paysans y vivaient.* »

La culture du soja n'est pas la seule raison pour laquelle les paysans sont délogés. Ramon Ferreyra, de la Mesa de Tierra de Figueroa, se souvient comment des braconniers français et belges ont décidé d'installer sur ses terres une chasse gardée pour y tirer, par sport, sur toutes sortes d'animaux, dont certaines espèces en voie de disparition.

ANGELINE MONTROYA